

BODACC

BULLETIN OFFICIEL DES ANNONCES CIVILES ET COMMERCIALES

ANNEXÉ AU JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.bodacc.fr

BODACC « A »

Annonce n° 3114

971 – GUADELOUPE

GREFFE DU TRIBUNAL MIXTE DE COMMERCE DE POINTE-À-PITRE

Ventes et cessions

Rectificatif : BODACC A. Numéro de parution : 20240020. Date de parution : 30 janvier 2024. Annonce numéro : 2619. Cet avis est annulé et remplacé par le suivant :

980 801 724 RCS Pointe à Pitre.

ROSA.

Forme : Société à Responsabilité Limitée.

Capital : 305000.00 EUR.

Adresse : Lieu-dit Labarthe, Rue des Maraîchers, 97118 Saint-François.

Origine du fonds : Etablissement principal acquis par achat au prix stipulé de 700000 EUR.

Etablissement : Etablissement principal.

Activité : Restaurant pizzeria.

Adresse : Seze, Raisins Clairs, 97118 Saint-François.

Précédent propriétaire : 523 135 341 RCS Pointe à Pitre. **LA KARU.**

Date de commencement d'activité : 21 décembre 2023.

Publication légale : France Antilles Guadeloupe du 29 janvier 2024.

Oppositions : Les oppositions seront reçues au siège du fonds, où les parties ont fait élection de domicile, dans les dix jours en date de l'insertion légale ou de la publicité au BODACC, si cette dernière est postérieure..

Commentaires : Acte sous seing privé en date du 21/12/2023 enregistré au Service de l'Enregistrement de SPFE POINTE A PITRE le 28/12/2023, Dossier 2024 00000394 réf 9714P32 2023 A 02526 Adresse de l'ancien propriétaire : Seze Raisins Clairs 97118 SAINT-FRANCOIS. Adresse du nouveau propriétaire : Lieu-dit Labarthe Rue des Maraîchers 97118 SAINT-FRANCOIS. Les oppositions seront reçues dans les dix jours suivant la publication prévue à l'article L.141-12 du code de commerce. Les oppositions seront reçues dans les dix jours suivant la publication prévue à l'article L.141-12 du code de commerce..